

ALFRED SCHMID  
LA PROTECTION DES ENSEMBLES  
URBAINS HISTORIQUES EN SUISSE

Dans un monde qui se transforme avec une rapidité croissante, le problème du monument se pose sous un aspect nouveau. Quelle sera sa place dans la société de demain? Nos sites et nos monuments étaient jusqu'à présent le cadre de notre vie. Au milieu d'une architecture de plus en plus uniforme et standardisée, ils restent le témoignage de la liberté individuelle, mais aussi l'expression de la personnalité de tout un pays. En les sacrifiant à un progrès économique et technique souvent précaire, un peuple risquerait de perdre sa physionomie et son âme. Certes, les monuments de première importance ne sont aujourd'hui plus menacés comme ils l'étaient au siècle passé. L'attaque se dirige maintenant contre les monuments secondaires qui servent de cadre à nos chefs-d'oeuvre architecturaux. On les sacrifie trop facilement aux prétendues nécessités de la technique ou de la circulation. Un appauvrissement lent, mais sans cesse en résulte. Les besoins des services de l'administration publique créent un danger particulier. Celle-ci a partout la tendance de s'agrandir, de s'emparer des édifices voisins de son siège traditionnel, et de dépeupler en fin de comptes des rues entières, étranglée quand-même dans un entourage qui lui convient mal. A la longue, une modification foncière d'un quartier en résulte presque obligatoirement. On évite le pire si les travaux se limitent à une transformation intérieure et même à un curetage des maisons, bien que cela entraîne également souvent des pertes irréparables. Une démolition entière ou partielle des maisons bordant une rue ou une place par contre touche à l'essentiel, à la substance même d'un centre historique. La Suisse, qui s'efforce de protéger efficacement les ensembles urbains et villageois de valeur historique et artistique, fut alertée naguère par trois cas particulièrement graves. A l'exemple de trois quartiers historiques à Berne, à Fribourg et à Bâle, menacés par des projets de bâtiments administratifs déproportionnés, elle a pu mesurer le danger mortel qui plane permanemment sur ses ensembles urbains historiques. A Berne et à Fribourg, l'installation des administrations cantonales dans un bloc moderne continu plus ou moins adapté au cadre historique a finalement pu être évitée à grand-peine. A Bâle par contre, le projet de la réorganisation et de l'agrandissement de l'Hôpital des Bourgeois (qui abrite les cliniques universitaires) a malheureusement fini par être adopté, au début de cette année, en votation populaire, malgré l'opposition résolue et énergique du service des monuments historiques et d'un groupe de défenseurs de la ville historique.

ALFRED SCHMID  
THE PROTECTION OF HISTORIC URBAN CENTRES  
IN SWITZERLAND.  
SUMMARY.

*In a world which is changing at an increasing rate, the problem of the monument must appear in a new light. Our sites and monuments, surrounded as they are by an increasingly uniform and standardised architecture, remain as the expression of the personality of a whole country. If they are sacrificed to an economic and technical progress which is often precarious, a nation risks losing its character and its soul. People are too ready to sacrifice secondary monuments, which serve as a framework to our architectural masterpieces, to the spurious needs of traffic or modernisation. The worst is avoided if only the interior of a house is transformed. Complete or partial demolition of houses lining a street or a square, however, strikes at the essence of an historic centre. The Swiss were alerted to this danger a short time ago by three particularly serious instances. With the example of the historic centres of Berne, Fribourg, and Bâle, all threatened by projected disproportionate administrative buildings before them, they have been able to size up the mortal danger which permanently hangs over their historic urban centres. At Bâle, plans for the reorganisation and enlargement of the Hôpital des Bourgeois (which houses the university clinics) were unhappily passed, at the beginning of this year, by a popular ballot, despite the resolute and energetic opposition of the Department for Historic Monuments and of a group of defenders of their historic town.*